

# Au Café pédagogique

(28 juin 2024)

## *1. Faire front populaire pour l'École*

[https://www.cafepedagogique.net/2024/06/28/faire-front-populaire-pour-lecole/?utm\\_campaign=Lexpresso\\_28-06-2024\\_1&utm\\_medium=email&utm\\_source=Expresso](https://www.cafepedagogique.net/2024/06/28/faire-front-populaire-pour-lecole/?utm_campaign=Lexpresso_28-06-2024_1&utm_medium=email&utm_source=Expresso)

Depuis l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, notre pays traverse une crise politique majeure : l'extrême droite et ses alliés sont désormais aux portes du pouvoir. Dans ce contexte, le Café pédagogique appelle à faire barrage à l'extrême droite et à voter pour le Nouveau Front Populaire. La comparaison des programmes d'éducation et des projets de société est édifiante : plus que jamais, il s'agit de se mobiliser pour une société plus juste et

solidaire, pour une École de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

### **D'un programme à l'autre**

Du côté des candidat·es macronistes **Ensemble** : poursuite de la politique éducative Blanquer - Attal - Belloubet, mise en œuvre des groupes de niveau au collège, obtention obligatoire du brevet pour accéder au lycée, labellisation des manuels, volonté de généraliser l'uniforme, conseil de discipline en primaire, internat pour les élèves au comportement difficile, renforcement du redoublement, enseignement professionnel plaçant les lycéen·nes sous la tutelle patronale, réforme de la formation initiale et des concours de recrutement, réforme des programmes de maternelle et de collège, déploiement du Service National Universel (SNU) ...

Annonces du **Rassemblement national** : programmes scolaires définis par le parlement, examen en fin de CM2, création d'une « 6<sup>ème</sup> d'adaptation », fin du collège unique, orientation précoce dès 14 ans vers l'apprentissage et la voie professionnelle, suppression des REP+, obligation de remplacer les collègues absent·es, allongement d'1 heure de la journée au primaire, centres spécialisés pour les élèves qui perturbent, uniforme au primaire et au collège, affichage dans chaque classe de la carte de France et d'une frise historique, suppression des INSPE au profit d'une « formation sur le tas », fin de « toutes ces expériences pédagogistes qui mettent en action les élèves », « exigence de neutralité absolue du corps enseignant en matière politique, idéologique et religieuse », accroissement du

pouvoir de contrôle des corps d'inspection, affirmation de « l'école comme vecteur de transmission de l'histoire de France et de son patrimoine », suppression des « enseignements de langue et culture d'origine qui nuisent à l'assimilation des élèves », interdiction du port du voile pour les femmes accompagnant les sorties scolaires...

Au programme du **Nouveau Front Populaire** : abrogation des réformes Parcoursup et « choc des savoirs », liberté pédagogique, objectif de « faire mieux que la moyenne européenne de 19 élèves par classe », revalorisation des salaires, dégel du point d'indice, titularisation des AESH, création d'un service public d'accompagnement du handicap, « grande loi éducation », dotations au privé modulées en fonction du respect d'objectifs de mixité sociale, prise en charge de frais pour les parents qui n'ont pas les moyens suffisants, repas à 1 euro dans les Crous, renforcement des effectifs de la médecine scolaire et de la vie scolaire, arrêt du Service National Universel (SNU), lutte contre le racisme et l'antisémitisme, pour les droits des femmes et des personnes LGBTQI+...

## **D'une société à l'autre**

Depuis des années, la dégradation des conditions de travail, la dévalorisation salariale, la déconsidération sociale et le déni d'une véritable vie démocratique ont conduit à une désespérance, terreau fertile pour les idées d'extrême droite. Nous comprenons et partageons la colère et la lassitude des citoyen·nes, mais nous refusons la fatalité d'un

projet de rejet, de haine, de régression sociale, raciste, sexiste, homophobe, transphobe, climaticide...

Le projet de l'extrême droite apparaît bel et bien comme un projet réactionnaire et dangereux. Porteur d'injustice par une sélection précoce au détriment des familles populaires. Porteur de brutalité par la mise au pas des personnels, des élèves, des libertés pédagogiques. Porteur de discriminations par le choix de « l'instruction » contre « l'éducation », en particulier en ce qui concerne le nécessaire engagement de l'École contre le sexisme ou les LGBT+phobies. Ce projet est à contre-courant du sens de l'Histoire, à contre-courant du projet d'émancipation qui doit être celui de l'École, à contre-courant de notre combat pour l'égalité entre tous les enfants. Les valeurs de l'extrême droite, autoritariste et liberticide, sont incompatibles avec un service public éducatif de qualité, pour tous et toutes, c'est-à-dire, quelles que soient l'origine sociale, ethnique ou religieuse, le genre ou l'orientation, sans aucune discrimination ni « préférence nationale ».

Le projet du Nouveau Front Populaire fait clairement le choix de revaloriser nos conditions de travail, de favoriser un enseignement de qualité disposant des moyens humains et matériels nécessaires sur tout le territoire, de réparer notre système éducatif en partie détruit par des années de macronisme, de combattre les discriminations sociales et scolaires, de construire une société et une École plus justes, plus solidaires, plus fraternelles, plus démocratiques. Le NFP œuvre à la construction d'une École à la hauteur des enjeux complexes de notre siècle, fidèle à la promesse républicaine d'accueillir et de faire grandir tous ses enfants, grâce à

l'engagement quotidien, créatif et innovant, des enseignant·es dans leur métier, grâce à un investissement vital pour l'avenir du pays, c'est-à-dire de sa jeunesse.

*Fidèles à nos valeurs humanistes, engagé·es pour une École de l'émancipation et non de la ségrégation, attaché·es aux valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, nous nous engageons dans une mobilisation démocratique pour défendre l'Éducation nationale et notre projet commun de société. Ensemble, votons le 30 juin contre les idées d'extrême droite et pour le Nouveau Front Populaire.*

*La rédaction du Café pédagogique*

## **2. Comprendre l'abstention pour mieux la combattre**

[https://www.cafepedagogique.net/2024/06/28/comprendre-labstention-pour-mieux-la-combattre/?utm\\_campaign=Lexpresso\\_28-06-2024\\_1&utm\\_medium=email&utm\\_source=Expresso](https://www.cafepedagogique.net/2024/06/28/comprendre-labstention-pour-mieux-la-combattre/?utm_campaign=Lexpresso_28-06-2024_1&utm_medium=email&utm_source=Expresso)

*Le « parti de l'abstention » fera-t-il les élections ? A quelques jours d'une échéance cruciale, ce marronnier de soirée électorale prend une toute autre résonance. Le fossé entre les citoyen·nes et les politiques est-il si profond que même les élections des 30 juin et 7 juillet pourraient ne pas mobiliser massivement ? C'est de cette question qu'Aminata Dembélé,*

*accompagnatrice de campagnes de mobilisation citoyenne, s'empare dans un court essai « engagé et percutant » de la collection ALT, destinée aux 15-25 ans, Voter, est-ce encore utile ? publié aux éditions de La Martinière. Une réflexion qui ne stigmatise personne, mais cherche à comprendre ce que nous dit l'abstention de notre société, trace des pistes pour la combattre, et propose des « solutions de réengagement » citoyen. A explorer et à partager, en classe et partout ...*

## **Des obstacles au vote**

La démocratie représentative traverse depuis un demi-siècle une crise, en témoigne une abstention grandissante, notamment chez les moins diplômés et les moins de 30 ans : ils n'étaient déjà que 45% à voter au second tour des législatives en 2002 - contre 69% chez les 65 ans et plus - et plus que 28 % en 2022. C'est à cette génération « qui compte » et qui « façonnera l'avenir et reformera la démocratie » que l'auteurice dédie cet essai.

D'où vient cette abstention ? Contrairement à ce qui se dit trop souvent, ce n'est pas par paresse que cette génération ne vote pas, ou par désintérêt pour l'engagement citoyen, mais plutôt parce qu'elle entend protester ainsi contre un système « inefficace ou injuste », déconnecté des réalités sociales, dans lequel elle ne se sent pas représentée, et par lequel la population ne se sent pas écoutée. Pourquoi voter alors que « l'espace dédié au débat » se réduit, alors que le recours autoritariste au 49.3 méprise les mobilisations et fait taire les manifestations ?

## **Des raisons de voter**

Pourtant, c'est bien l'inverse qu'il faut en conclure : mais s'il faut continuer à « *se regrouper en associations et signer des pétitions* », pour se faire entendre au « *plus haut niveau* », il faut impérativement « *s'engager dans le processus électoral* ». Aujourd'hui le recours protestataire au vote blanc n'a aucun pouvoir, il faut donc choisir parmi les candidat·es celui ou celle qui défend des politiques publiques dans lesquelles on se retrouve.

Car si « *aucun parti n'est parfait, tous ne se valent pas* » en termes, par exemple, de lutte contre les discriminations - car on ne vote pas que pour soi, on vote aussi pour défendre les droits des autres -, en termes de climat, ou de pouvoir d'achat... D'ailleurs si les populations de milieux populaires, et les jeunes votaient davantage, ces préoccupations-là seraient aussi davantage prises en compte.

Alors oui, 84 % des Français·e·s ne font pas confiance aux partis politiques, et cette méfiance est particulièrement marquée chez les jeunes qui, à 69%, estiment même le monde politique est corrompu. Mais voter est justement « *un levier puissant* » pour pousser à un changement de cet appareil politique, en choisissant des représentant·es capables de porter une autre conception de la vie démocratique ; et même si l'on juge indispensable, voire plus utile de « *s'impliquer activement dans la vie politique en dehors du cadre traditionnel des élections* », voter reste LE moyen le plus efficace de « *ne pas laisser les autres décider à [sa] place* », et « *dans le climat et la période d'urgence que nous vivons aujourd'hui* », de s'engager.

**Des perspectives à construire**

L'autrice étudie alors quelques pistes concrètes pour revivifier la démocratie par « *une gouvernance inclusive et participative* », et construire une société plus horizontale à laquelle beaucoup, notamment chez les jeunes, aspirent. Chaque proposition est pesée en termes d'avantages et d'inconvénients, invitant ainsi au débat et aux échanges.

Quels sont les intérêts de la démocratie directe et des référendums d'initiative populaires tels qu'on les pratique en Suisse ? Quels problèmes posent-ils ? La démocratie participative, les assemblées citoyennes sont-elles efficaces ? Comment éviter que la démocratie par tirage au sort, comme la connaît l'Irlande, soit confrontée au manque d'expertise ? La démocratie continue des conseils de quartiers ou des budgets participatifs est-elle accessible à toutes ?

Toutes ces pistes sont sur la table et il faudra les exploiter pour « *revitaliser notre démocratie* ». Mais aujourd'hui, rappelle l'autrice, il s'agit de voter pour « *faire pencher la balance vers un futur plus équitable, plus juste et plus lumineux* », et montrer que « *l'espoir et l'engagement peuvent triompher de la peur et de la division* ».

Charline Vanhoenacker et sa bande le chantaient dimanche 23 juin, lors de la dernière du *Grand Dimanche soir* sur France Inter :

« *Aujourd'hui on n'a plus le droit De dire moi j'men fous, je vote pas.* »

**Claire Berest**

